



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
26 septembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-neuvième session

Genève, 17-28 septembre 2012

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-neuvième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 17 au 28 septembre 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président.....	2
Les stratégies de développement dans un monde interdépendant: Réduire les inégalités pour parvenir à un développement équilibré et durable.....	2

Résumé du Président

Les stratégies de développement dans un monde interdépendant: Réduire les inégalités pour parvenir à un développement équilibré et durable

(Point 8 de l'ordre du jour)

1. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les débats officiels et les discussions informelles ont évoqué en particulier le problème de l'accroissement des inégalités de revenu et les liens entre inégalités et croissance, notamment dans le contexte de la crise financière et économique mondiale actuelle. Les inégalités étaient un problème majeur non seulement d'un point de vue moral et social, mais aussi en raison de leur influence sur les résultats économiques. Après avoir été négligées plusieurs années, elles étaient revenues au centre du débat économique dans nombre de pays. D'après un intervenant, il était opportun que le sujet soit débattu à la CNUCED, car les inégalités étaient une raison fondamentale de sa création. Plusieurs intervenants ont contesté les théories selon lesquelles la montée des inégalités était une conséquence inévitable de l'évolution technologique ou de l'expansion du commerce mondial, car les données empiriques à cet égard étaient peu concluantes, et ont rejeté l'idée concomitante selon laquelle qu'il n'y avait «rien à faire» à cet égard.
2. La mondialisation avait contribué à atténuer les écarts de revenus entre les pays, même si certains n'étaient pas parvenus à bien s'intégrer dans l'économie mondiale et avaient été distancés. Néanmoins, experts et représentants se sont accordés à estimer que la tendance des trente dernières années à l'augmentation des inégalités au niveau national, en particulier dans les pays développés, était une menace sérieuse pour l'économie mondiale. Les raisons de cette détérioration étaient multiples et différaient selon les pays. Parmi ces raisons figuraient la transformation des systèmes financiers mondiaux et la montée en puissance du secteur financier, la mondialisation et la délocalisation des entreprises, l'avènement de nouvelles puissances économiques et l'application de politiques néolibérales. Un large accord est apparu sur le fait qu'une meilleure gouvernance financière mondiale pouvait jouer un rôle important dans la réduction des inégalités.
3. Les experts, et plusieurs représentants ont souligné que certains pays en développement, notamment en Amérique latine, étaient parvenus à éviter des conséquences néfastes pour la répartition des revenus ces dernières années. Le rôle de politiques macroéconomiques et salariales favorables avait été particulièrement important dans ce contexte, parallèlement à des politiques budgétaires et industrielles ciblées visant à garantir que la plupart des revenus créés dans le contexte d'une conjoncture extérieure plus favorable seraient utilisés dans le pays.
4. Les données empiriques montraient que l'idée selon laquelle la diminution des salaires serait la solution au taux de chômage élevé était fondamentalement erronée. Les taux de chômage élevés actuels n'étaient pas la conséquence de salaires élevés mais de salaires en retard sur la croissance de la productivité. Dès lors, dans un contexte de récession, la demande s'était asséchée car les ménages avaient réduit leur consommation, ce qui s'était répercuté sur les prévisions de bénéfices des entreprises et donc sur les niveaux d'investissement et la croissance économique.
5. Les inégalités de revenus étaient devenues plus apparentes avec la crise, qui avait ébranlé le modèle social dans nombre de régions du monde. On assistait à une compression des salaires, en particulier dans l'industrie, surtout pour les travailleurs moins qualifiés; des emplois partaient à l'étranger; et les manœuvres financières et les bulles spéculatives avaient provoqué des crises, que les plus vulnérables avaient subi de plein fouet.

Le problème du fort taux de chômage avait de graves conséquences pour la cohésion sociale et risquait d'aboutir à des conflits politiques et sociaux. En particulier, les experts, et nombre de délégations ont fait part de leur vive préoccupation au sujet du chômage élevé chez les jeunes. Le chômage pour un jeune supposait un handicap dès le départ qui se prolongerait tout au long de sa carrière professionnelle. C'était aussi un gaspillage de ressources, les investissements éducatifs devenant non rentables. Néanmoins, plusieurs orateurs ont souligné le rôle que l'éducation pouvait jouer dans la réduction des inégalités de revenus. Le chômage, en particulier le chômage des jeunes, pouvait aussi entraîner une fuite des cerveaux qui pouvait compromettre le rattrapage des régions ou des pays moins développés touchés par la crise – les travailleurs les plus qualifiés quittant leur pays d'origine et ne participant pas au renforcement des institutions nationales.

6. Un large accord est apparu sur le fait que la solution pour sortir de la crise et réduire le chômage passait par la croissance économique et non par l'austérité budgétaire, la compression des salaires ou la flexibilisation des marchés du travail. Une reconstruction ambitieuse des institutions était nécessaire. Tous les intervenants ont souligné la nécessité de répartir équitablement les gains de la croissance économique entre le capital et le travail. La réduction durable de la part des salaires dans les revenus – ce qui s'était produit après 1980 dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques – était une stratégie qui avait échoué. Moins il y avait d'inégalités dans les structures de rémunération, moins, semblait-il, il y avait de chômage. De l'avis général, il fallait l'intervention publique pour parvenir à un développement équitable, car le marché ne pouvait résoudre seul le problème des inégalités et du chômage élevé. Un certain nombre ont estimé que fixer un salaire minimum et privilégier davantage la négociation collective étaient de bons moyens de s'attaquer aux inégalités. Afin de garantir que la compétitivité repose sur les gains de productivité et non les réductions de salaire, il était important que les salaires soient fixés au niveau de l'économie et non au niveau de chaque entreprise. En outre, une meilleure coopération internationale et un système financier et de taux de change raisonnable au niveau international était nécessaire pour maintenir des conditions justes.

7. Les questions des inégalités territoriales et des migrations ont aussi été abordées lors du débat. En ce qui concerne les incidences possibles sur le niveau des salaires et du chômage, les participants ont estimé important que l'on évite d'abaisser le niveau des salaires dans les régions plus riches au niveau des plus pauvres, soulignant le rôle des salaires minima. Les transferts interrégionaux pouvaient aider à atténuer les inégalités interrégionales, comme aux États-Unis d'Amérique ou dans l'Union européenne, par exemple. Pour ce dernier cas, cependant, un participant s'est demandé si le montant du budget européen était suffisant. En outre, le débat a appelé l'attention sur le fait qu'il convenait de ne pas regarder seulement la dimension économique et sociale du développement, mais aussi la dimension de l'environnement, que la crise financière mondiale semblait avoir reléguée à l'arrière-plan. Par-delà les solutions de court terme, la recherche de solutions à la crise pouvait être l'occasion de déterminer des stratégies appropriées qui permettent de ne pas retomber pas dans les errements passés. De l'avis général des participants, il y aurait un prix élevé à payer par la suite si les problèmes d'environnement urgents n'étaient pas traités.